

Résister, repenser et reconstruire le Liban : L'UNIVERSITÉ FACE À LA CRISE

à l'occasion de la fête patronale de
l'Université Saint-Joseph de Beyrouth
le 19 mars 2022

À l'amphithéâtre Jean Ducruet s.j.
Campus des sciences et technologies
Mar Roukoz

www.usj.edu.lb

Allocution du Professeur Salim Daccache s.j.
Recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

**Résister, repenser et reconstruire le Liban :
L'Université face à la crise**

À l'occasion de la fête patronale
de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth
Le samedi 19 mars 2022

À l'amphithéâtre Jean Ducruet s.j.
Campus des sciences et technologies – Mar Roukoz

**Son Excellence Maître Abbas Halabi, ministre de l'Education
et de l'Enseignement supérieur,
Monseigneur Joseph Spiteri, Nonce apostolique
Révérend Père Michaël Zammit, provincial de la Compagnie
de Jésus au Proche-Orient et au Maghreb,
Mesdames et Messieurs les membres du Haut Conseil de l'USJ,
Messieurs et Mesdames les Vice recteurs, les Doyens et
Directeurs,
Messieurs et Mesdames les membres du Conseil stratégique,
Monsieur Emilio Piriz Directeur de la coopération euro-
méditerranéenne à la région Provence Alpes Côte d'Azur,
Docteur Christian Makari, président de la Fédération des
Associations des Amicales des Anciens Étudiants de l'USJ et
présidents et membres des Associations,
Mesdames et Messieurs les Enseignants, les Administratifs
et les Étudiants,
Chers Amis,**

En ce jour du 19 mars, en la Saint-Joseph et en notre fête patronale la 147^e de l'Université, nous nous tournons vers la figure de Saint Joseph, dont l'année 2021 lui avait été consacrée par sa Sainteté le Pape François et qui s'est terminée le 8 décembre dernier. Dans l'une de ses dernières catéchèses sur

ce Saint préféré, le Pape souligne que Joseph peut être « un soutien, un réconfort et un guide », soulignant également que le nom de Joseph en hébreu signifie « que Dieu augmente, que Dieu fasse grandir », expliquant que ce sens « révèle un aspect essentiel de la personnalité de Joseph de Nazareth », c'est-à-dire « un homme plein de foi en Dieu, en sa providence » et dont les actions « sont dictées par la certitude que Dieu fait croître, augmente et ajoute », éprouve sur éprouve, mais aussi grâce sur grâce¹.

« Ne regarde pas tant les choses que le monde loue, regarde les recoins, regarde les ombres, regarde les périphéries, ce que le monde ne veut pas », voilà ce que nous enseigne Joseph aujourd'hui nous dit le pape François. En ce sens, « il est véritablement un maître de l'essentiel », de la découverte « de ce qui a de la valeur ». « Demandons-lui d'intercéder afin que toute l'Église retrouve cette clairvoyance, cette capacité de discerner et cette capacité d'évaluer l'essentiel ».

C'est un guide parce qu'il a fait du meilleur chemin, celui qui nous prend par la main et qui nous dit : « prends courage, il y a toujours un meilleur chemin ». Pour nous aujourd'hui, il nous montre le chemin de la résistance, de la régénération de la pensée et de la reconstruction, il nous montre l'essentiel. Nous sommes tenus, au vu de notre place et notre rôle d'Université dans le Liban d'hier, d'aujourd'hui de résister, régénérer l'esprit et rebâtir afin que l'Université réponde à la crise ! Jésus le Christ, Verbe de Dieu, pour venir au monde, a choisi la voie des liens sociaux, le chemin de l'histoire : il n'est pas descendu dans le monde magiquement, non. Il a suivi le chemin historique que nous suivons nous tous. Pour Sa Sainteté le pape, Joseph a été l'un des premiers résistants lorsqu'il a dit NON au despote

¹ 17 novembre, Audience générale du pape François, *catéchèse sur Saint Joseph, La Croix* 17/11/2021.

par la force de son silence et décida de faire fuir l'enfant vers l'Égypte, du tyran en place dont le nom était le sanguinaire Hérode. C'est dire non par la force de la parole, même s'il y a un prix à payer. C'est affirmer que notre résistance libanaise porte sur le fait de rejeter celui et ce qui peut casser les liens sociaux entre nous en tant que Libanais.

I. Résister pour retrouver l'espoir !

Résister par la parole et la plume, par le cœur et l'esprit est notre droit et notre devoir car, depuis des années, l'on élève la voix dans cette université et dans d'autres hauts lieux de la pensée libanaise pour que ce pays soit mieux et bien gouverné pour le bien de tous et non pour certains clients que l'on a érigés en face des citoyens ! L'un des effets bénéfiques de cette crise qui a vidé l'État est qu'il est bien difficile pour la classe politique de se faire de nouveaux clients, au moment où ses clients commencent à s'en séparer. Toute crise peut provoquer des ruptures jusqu'à l'effondrement d'un système social et humain qui a été forgé par l'énergie des générations. Ce n'est pas seulement parce qu'il y a une profonde crise qui risque de détruire ce système social et, en l'occurrence, notre système éducatif que nous avons déclaré la résistance, mais c'est du fait qu'il s'agit plutôt d'un danger qui risque de déstabiliser notre enseignement supérieur historique ainsi que les valeurs de probité, d'honnêteté intellectuelle, d'égalité dans la fraternité, de liberté non sans responsabilité, que cet enseignement a toujours cherché à développer et à enraciner dans les cœurs comme dans les esprits. Comme pour l'Homme révolté d'Albert Camus, la résistance commence par une volte-face, une manière d'affirmer son identité dans la rupture². Une vraie résistance est celle qui est fondée sur le volontariat engagé, dans l'affirmation de valeurs

² Cf. Albert Camus, *L'Homme révolté*, Editions Gallimard, 1951.

que nous jugeons essentielles. Ce volontariat consubstantiel à l'engagement résistant est inséparable de la prise de risques personnels. Résister à l'inacceptable, c'est mettre sa vie en jeu, fût-ce dans l'inconscience de la jeunesse ou d'une adolescence à peine achevée.

Devant cela, nous réaffirmons que résister aux assauts qui veulent tuer cette culture, c'est notre droit, sinon notre devoir. Mais je dirais plus, avec le penseur du siècle, Edgard Morin, commentant son engagement dans la résistance : « la vraie résistance c'est résister à tout ce qui va trahir nos idées ».³ C'est maintenir l'intégrité de son esprit et la fidélité à ce que l'on croit. C'est résister à tout ce qui va trahir nos aspirations, nos idées. C'est résister aux courants dominants, qui sont aujourd'hui le déferlement du profit et le retour de formes ancestrales de barbarie, comme on l'a vu dans des guerres bien proches ou loin de nous. Il est vrai que notre résistance n'est pas une, elle a plusieurs visages. Chaque Libanais, chaque Libanaise peut résister à sa façon. Résister face à ces bourreaux que rien n'arrête, plus proches de l'enfer que du ciel. Pour nous dans cette université, par fidélité à ceux qui nous ont précédés et à la mission de former les compétences du futur, nous avons réalisé l'impossible pour continuer malgré l'effondrement de nos moyens financiers et matériels. L'esprit ardent, individuel et communautaire, bravant toutes les restrictions, et tous les soubresauts de la pandémie, a décidé et décide chaque jour d'assurer la résistance intellectuelle de formation de notre jeunesse comme devoir de fidélité. Comment, dans ce sens, ne pas saluer les sacrifices consentis par nos enseignants, nos responsables dirigeants, nos administratifs qui ont donné et donnent de leur énergie cachée pour maintenir la lourde machine en marche et la mission en perpétuel devenir !

³ <https://www.leparisien.fr/societe/edgar-morin-le-courage-c-est-resister-a-tout-ce-qui-va-trahir-nos-idees-18-10-2019-8175330.php>

Résister en élevant toujours la voix pour qu'on sache comment sont sortis et sortent encore des milliards de devises du pays. Résister pour que les sommes confisquées dans les banques et celles dilapidées par les gouvernements d'avant la grande crise et dédiées à l'éducation soient rapidement restituées à leurs destinataires car c'est le niveau de l'enseignement qui fera les frais, si une réponse adéquate n'est pas donnée à temps. Nous ne voulons en aucun cas devenir otages de quiconque pour être aidés.

Résister en demandant que la vérité soit faite sur la double explosion du port de Beyrouth. Pour connaître le nom des responsables et des États impliqués, même si c'est une tâche incommensurable, pour que les familles des victimes puissent accomplir leur deuil et que justice soit faite, pour que le peuple libanais puisse guérir de cet immense trauma.

Résister, cela se fait et s'est fait par la consolidation du lien social, afin de se sentir unis dans la douleur, mais aussi dans chaque action sociale menée par les enseignants, les administratifs et surtout par nos étudiants, pour alléger les souffrances des uns et des autres. À travers nos plateformes, comme l'Opération 7^e jour, l'USJ en mission, le Service d'aide psychologique (SAP) et le Service de la vie étudiante (SVE), ainsi que les initiatives dans les institutions ont montré jusqu'à quel haut degré peut aller l'appui au renforcement du lien social entre libanais, jusqu'à quel point la solidarité volontaire et l'action bénévole apolitique auprès de milliers de personnes peuvent être fécondes et jusqu'à quel degré l'action sociale procure une énergie spirituelle qui nourrit ses acteurs. Qu'une agence internationale de classement des universités, la *Times Higher Education*, choisisse l'USJ pour l'année 2021 comme la meilleure place de travail en Asie (*best workplace of the year*)⁴, au cœur même de la crise

⁴ Communiqué de l'Agence internationale de classement des universités

pandémique et économique, grâce à l'USJ en mission et l'action *Rise to Bloom*, montre que notre résistance sociale et spirituelle n'était pas un mot vide, mais une œuvre humaniste menée dans le concret du quotidien ! Que l'Agence *Clicks Jazairi Awards* qui traite du classement des universités pour leur implication citoyenne classe l'Opération 7^e Jour de chez nous parmi les trois meilleures universités au monde pour son action citoyenne en dehors des frontières de Beyrouth est un signe que notre résistance n'est pas vaine, notre objectif étant de renforcer les liens sociaux, les liens familiaux, les liens culturels, les liens sociaux d'amitié et les liens professionnels sans oublier de renforcer les capacités de chaque individu libanais car la fierté du Liban c'est l'individu compétent par ses capacités intellectuelles et surtout citoyennes. Ainsi résister devient un devoir citoyen de participer aux élections législatives et un appel pressant, aux plus anciens parmi nous, mais encore aux plus jeunes, pour exprimer par leur vote aux élections législatives leur refus de la mainmise des mafias sur les pouvoirs de l'Etat. Savez-vous que nos voix sont bel et bien nos armes et qu'elles sont bien plus fortes que toute autre arme ?

Résistons aujourd'hui et demain à l'exode de nos meilleurs cerveaux, de ces 52 pour cent de nos familles décidées à vider le Liban de sa moelle⁵, à cette hémorragie de perdre nos racines et nous-mêmes à travers ces milliers de jeunes et d'adultes qui quittent le pays chaque jour par manque de confiance en l'ordre établi. Résistons, en créant et en imaginant des réseaux économiques qui nous maintiennent sur place en travaillant par exemple pour l'étranger ou en innovant des entreprises qui

Times higher Education Awards Asia 2021: "Saint Joseph University of Beirut, which is based in Lebanon, received the award for Workplace of the Year for its initiatives responding to two crises: the pandemic and the catastrophic explosion in Beirut's port in August 2020". 14 déc. 2021.

⁵ *L'Orient-le-Jour* du 14 février 2022, p. 4.

nous ouvrent sur le monde. Notre résistance sociale se fera entre autres par une organisation non gouvernementale, appelée al Mazeed, une traduction du mot Magis que nous connaissons bien, dont l'USJ vient d'obtenir la reconnaissance officielle par le ministre de l'Intérieur et des Municipalités, grâce à l'aide précieuse de notre ministre de l'Education ! Ce sera une association au service du peuple libanais, de notre peuple qui souffre et pour son bien.

Enfin, faisons nôtre cette parole du poète René Char qui a dit : « la résistance n'est qu'espérance » car, dans la résistance⁶, il y a un acte de foi en soi-même, dans les autres nos semblables et en Dieu, il y a un acte d'amour pour la vie et tout cela nous donne la promesse de gagner le pari et de réussir. C'est cela notre résistance culturelle, humaniste et spirituelle. Résister, c'est maintenir l'intégrité de son esprit et la fidélité à ce que l'on croit, à ce que les gens appellent leurs valeurs. C'est résister à tout ce qui va trahir nos aspirations, nos idées. C'est aussi avoir de la compassion pour les persécutés et les humiliés, qu'il s'agisse des Palestiniens ou des migrants, sans chercher à toujours politiser leur présence parmi nous, présence qu'ils n'ont pas choisie ou voulue.

Résister enfin c'est survivre ! C'est continuer à faire fonctionner une université avec 10 à 15 pour cent de ses moyens normaux des bons jours, c'est en même temps construire avec la communauté des responsables de l'Université et nos conseils un plan de redressement tenant compte de la continuité des difficultés et de l'inertie de la sortie de crise, mais du fait qu'il y a des opportunités d'expansion et de services à ne pas ignorer; c'est faire vivre des valeurs de courage, d'esprit critique, de clairvoyance, d'attention à l'autre, d'être solidaire avec

⁶ René Char, *Feuillets d'Hypnos*, il s'agit d'un recueil poétique de 237 fragments écrits par l'auteur pendant la Résistance entre 1943 et 1944.

les plus fragiles ; on ne survit pas seul, mais avec les autres consciences pour devenir une communauté de personnes libres et responsables.

II. Repenser : pour quelle cause devons-nous nous battre aujourd'hui ?

Le temps actuel se caractérise par l'urgence de penser et de repenser notre système politique tel qu'une des célèbres voix du cinéma, Vincent Lindon, commentant l'un de ses films, a bien formulé cette urgence en réaction à l'agir des politiciens : « Les politiques seraient inspirés de moins réagir et de plus réfléchir ». Repenser le pacte social, la formule du vivre-ensemble pour les enraciner, c'est un acte qui exige du courage en un moment où loin des condamnations hâtives et méprisantes de la révolution libanaise du 17 octobre 2019 qu'elle est guidée par l'étranger, ou bien qu'elle était plus une manifestation de groupes d'organisations non gouvernementales assoiffées d'argent que de partis organisés, soyons quelque peu sérieux et revenons aux fondamentaux de ce que le peuple libanais avait sollicité dans sa marche pacifique. La requête essentielle de la révolution d'octobre était et est toujours la suivante : 1) un système de citoyenneté inclusive tenant compte de la décentralisation c'est-à-dire du respect dû aux régions libanaises et une loi électorale qui tient compte de cette réalité, 2) la fin de la manipulation de nos doctrines religieuses bien nobles pour des fins politiques et confessionnelles c'est-à-dire arrêt du sectarisme, 3) mettre fin à l'allégeance des Libanais aux politiciens pour qu'ils deviennent des clients ou bien la mise à mort du clientélisme et une libération de l'Administration publique de leur tutelle comme ont fait les nations qui se respectent, car les états les plus corrompus sont ceux où les politiciens dictent leur vouloir à l'Administration et nomment ses dirigeants, 4) arrêt des allégeances à l'étranger quel qu'il soit et déclarer cela comme haute trahison 5) moins

de corruption et plus de justice économique et distributive pour tous les Libanais, un accès aux soins de santé et à l'éducation de qualité, ce qui signifie une vraie autonomie de la magistrature et un système d'inspection de tous les rouages de l'Etat par une vraie reddition des comptes du haut de l'échelle jusqu'au plus bas. Tout effort de repenser notre système politique en dehors de ces fondamentaux n'apportera aucune nouveauté et nous fera plonger de plus en plus dans la crise.

Rappelons que notre université n'est pas seulement un institut historique de l'Enseignement Supérieur académique qui a marqué l'histoire du Liban et de la région par sa noble tradition de formation pour l'excellence de la Nation. Bientôt, dans quelques années, nous célébrerons les 150 ans de notre existence et nous le ferons avec fierté et honneur car, depuis notre émergence, nous avons su maintenir et développer notre position comme poste d'excellence. Tous nos anciens au Liban et de par le monde portent et porteront haut à ce moment de l'histoire le nom de leur *Alma Mater*. Toutefois, l'USJ fut, demeure et restera un pôle d'excellence et de réflexion au service de la personne humaine. Nous sommes avant tout une Université, c'est-à-dire nous constituons, en un lieu donné, une communauté qui, en dépit de ses pluralités humaines, observe respectueusement la maxime d'Aristote : "le fondement de l'unité c'est la diversité"⁷. Nous savons combien la philosophie d'Aristote a imprimé la philosophie des arabes et des musulmans d'une manière générale et combien il est essentiel d'y revenir dans un moment de calme de travail commun de l'esprit. L'argument consiste « à soutenir que la cité est une *sorte de multiplicité* (πληθος γάρ τι) du fait qu'elle se trouve composée d'hommes qui diffèrent spécifiquement (εἶδει διαφερόντων), et non pas d'individus semblables (ἐξ ὁμοίων), ces individus se trouvant

⁷ *Politiques*, II, 2, 1261 a 10b 9 ;

par ailleurs les uns par rapport aux autres dans un rapport de réciprocité puisqu'ils sont des gens libres et égaux (ἐλευθέρους καὶ ἴσοις) »⁸. C'est bien pourquoi en prenant position pour les fondamentaux que je viens de citer, nous associons cela à une pensée humaniste engagée par sa foi en Dieu et sa confiance dans le prochain. Cette pensée voit l'Université tel un espace d'épanouissement de la personne humaine, de toute personne humaine qui vient nous demander le partage du savoir. L'homme que nous formons et que nous continuerons à former est un esprit ouvert, confiant en soi, en sa personnalité et compétences, mais également conscient de son appartenance au peuple d'un pays dont l'unité et la cohérence sont garanties par un État de droit lui-même régi par une Constitution et des Lois. Comme il nous importe de construire l'homme Libanais, comme individu libre et responsable dans le deuxième centenaire du Grand Liban. L'unité du peuple libanais demeure notre souci premier depuis les origines, en œuvrant à donner aux collectivités locales la part raisonnable et souhaitable dans le cadre d'un modèle de décentralisation administrative et politique à construire. Ce n'est pas un projet de recherche scientifique de plus de la part de l'USJ que d'œuvrer aujourd'hui, avec des municipalités libanaises sur leur structuration administrative et l'établissement d'indicateurs de bonne gestion, mais un projet pionnier et concret, en plus d'autres projets, pour bâtir le Liban de demain. Sur les bancs de notre université, la jeunesse libanaise a appris à se connaître non sans problèmes et non sans défis de constituer une communauté. Nos jeunes étudiants ont su, tout au long de leurs années d'études, nouer des relations professionnelles, amicales et affectives qui jouent une part non négligeable dans l'apprentissage et la consolidation du vivre-ensemble libanais.

⁸ Jean-Marc Narbonne, Le problème de l'unité dans la cité : Platon, Aristote, Proclus, in *Annuaire de l'Ecole pratique des Hautes Etudes*, 127-128, 2018-2019, paragraphe 6.

C'est pour affirmer que dans n'importe quelle forme de pouvoir ou de système politique à penser ou à repenser pour le deuxième centenaire du Grand Liban, nous ne pouvons faire aucunement l'économie de telles propositions fondamentales pour l'avenir du Liban !

L'USJ a porté ce Liban-là sur les fonts baptismaux, et non un autre. Si le premier commandement dit bien que vous n'auriez d'autre Dieu que le Seigneur Dieu, le 1^{er} premier commandement de notre existence politique, aujourd'hui et demain, est le suivant : vous Libanais vous n'aurez d'autre nation que la Nation libanaise, c'est pourquoi, vous avez à consolider son assise sociale et à penser sinon repenser le lien politique et social d'appartenance à votre Nation en tenant compte de ces réformes fondamentales à faire. Dans ce sens, nous sommes fiers d'avoir su initier, dès le début, nos étudiantes et nos étudiants à l'esprit de citoyenneté. Nous leur avons transmis que l'homme libre s'honore d'une citoyenneté fondée sur la Loi. Nous leur avons toujours transmis l'enseignement de l'alternance au pouvoir que le citoyen est un homme libre qui accepte de gouverner aujourd'hui et d'être gouverné demain. Vivre dans un État de droit c'est aussi accepter d'obéir à ses lois qu'il faudra reformuler pour plus de justice et de bien-être pour chaque Libanais. Vivre dans un État de droit c'est participer activement, et de manière contradictoire, à la lutte démocratique pour le pouvoir. Il est vrai que l'esprit sectaire et confessionnel, au double niveau de la société et de la politique, mais bien plus esprit entretenu par les politiciens, freine terriblement les avancées de l'État civil de droit, car il privilégie le particulier et le sectaire au lieu de s'aligner sur la souveraineté de la Loi ; mais cet État de droit, au vu des revendications sectaires qui se sont transformées en groupes armés, paraît plus que jamais une exigence de la pérennité de l'exception nationale libanaise. Nous n'avons cessé de promouvoir l'esprit politique dans notre

université, loin des luttes partisans de forces dont l'action ne doit pas perturber la sérénité du climat de nos institutions. Il est à noter que de nos jours, par contre, « du fait des avantages que l'on retire des biens publics et du pouvoir, les gens veulent gouverner continuellement, comme si, cela était toujours un gage de santé pour ceux qui gouvernent, si malades soient-ils ». Ce n'est pas ma plume qui le dit, mais c'est encore une fois Aristote (donc il faut charger Aristote) dans son livre sur la cité. Il termine sa phrase en disant : « c'est peut-être cela qui fait qu'on n'a cessé de se ruer sur les magistratures ». Puis il ajoute : « Il est donc manifeste que toutes les constitutions qui visent l'avantage commun se trouvent être des formes droites selon le juste au sens absolu, celles, au contraire, qui ne visent que le seul intérêt des gouvernants sont défectueuses, c'est-à-dire qu'elles sont des déviations des constitutions droites. Elles sont, en effet, despotiques, or la cité est une communauté d'hommes libres »⁹. Cela signifie que les constitutions et les lois peuvent être déviées de leur vrai sens pour satisfaire aux intérêts les plus particuliers. Qui aurait dit qu'Aristote le philosophe soit devenu un prophète et un visionnaire de ce que sont devenues la Constitution et la gouvernance au Liban, dont l'interprétation et même souvent le contenu de certaines législations comme la loi électorale sont imposés pour le vouloir du gouvernant et pour son intérêt. Bien des spécialistes dans le domaine ont déjà pointé le doigt sur les défaillances et ont apporté beaucoup d'idées afin d'ajuster la marche des institutions¹⁰.

⁹ Aristote, les Politiques, Livre I.

¹⁰ Dr Issam Sleimane, Geneva International Conference 2021, Moderation Pact, to build State and Nation in Lebanon, Beirut 2021, cf. Arabic segment p. 40.

III. Rebâtir pour consolider le Liban de demain

Quoi rebâtir ? Plutôt quoi ne pas rebâtir puisque même la ville de Beyrouth fut partiellement détruite et notre université et hôpital n'en ont pas échappé. Signe de la volonté et décision de construire, nous avons réussi à terminer les travaux de restauration de notre Bibliothèque orientale, fondée en 1875 avec l'Université, ce 14 mars 2022, fortement endommagée par l'explosion et en travaux depuis cette date-là. C'est grâce à une alliance de trois donateurs, l'Œuvre d'Orient, Aliph (Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit) et Qatar Foundation réunissant un fonds de plus de 500.000 usd que la Bibliothèque, riche de ses 250.000 ouvrages spécialisés, ses 4500 manuscrits, sa photothèque de 300.000 diapositives dont certaines reviennent au XIX^e siècle, ses collections légendaires et sa cartothèque de 5000 pièces, anciennes et nouvelles, a repris ses couleurs et est mise de nouveau au service de son lectorat. Rebâtir ce monument du patrimoine culturel et intellectuel libanais et moyen oriental était un devoir moral vis-à-vis de la génération des jésuites qui l'ont fondé et entretenu, mais encore un signe de résistance intellectuelle de ne pas laisser tomber un tel outil si important pour les spécialistes du Liban et de l'Orient. Ce devoir de reconstruction fut honoré pour un autre bâtiment de l'Université, le Musée de la Préhistoire libanaise, un joyau bien original dans le concert des musées du Liban. Je ne peux évoquer ces reconstructions causées par l'explosion du port de Beyrouth, sans évoquer une nouvelle construction qui devra incessamment intervenir sur l'un des plus importants terrains encore inoccupés de l'Université au cœur-même de Beyrouth. Le 25 février passé, la première pierre de fondation de BEMA, le musée de l'art contemporain et moderne de Beyrouth, fut posée par le premier ministre lors d'une cérémonie qui a réuni les amants de la peinture libanaise. Ce musée accueillera principalement la riche

collection de 3000 pièces du ministère libanais de la culture, restaurées et rajeunies par les ONG Apeal et Bema grâce à un fond de la république d'Allemagne. Durant la cérémonie, je me demandais si c'était le moment de lancer un tel projet grandiose au moment où tant de Libanais et de Libanaises ploient sous le fardeau de la crise. En fait, ma réponse était que ce n'était pas sûr que les fonds dédiés à la construction du Musée allaient être orientés vers autre chose et que l'annonce de la construction du Musée était comme un symbole de renaissance du Liban des Arts, de la culture humaniste résistante et de la créativité, des valeurs qui ont contribué à faire l'âme libanaise à travers les âges et que l'USJ a toujours défendues. Il est évident que ces projets, même portant un sens de résistance culturelle, demeurent limités au vu de la nécessité de reconstruire un autre domaine bien plus stratégique, celui de l'éducation scolaire, technique et universitaire.

Reconstruire le système éducatif libanais dans son ensemble est l'une des tâches que les universités, toutes ensemble, avec le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur doivent assumer avec courage; le problème se décline dans les termes suivants : 1) la crise de l'École est bien antécédente à la crise financière et même pandémique actuelle, dans la mesure où les revendications du corps enseignant n'ont fait que perturber fortement la marque de ces établissements et non des moindres. 2) les derniers résultats suite aux tests internationaux de TIMSS, PIRLS et PISA ont montré que les élèves libanais au début et en fin du cycle complémentaire n'étaient pas aujourd'hui au niveau international et même se sont classés en queue du peloton des pays arabes en science et mathématique, après qu'ils étaient parmi les premiers dans les années 1980. 3) L'enseignement scolaire n'attire plus les meilleurs pour l'enseignement, comme autrefois, au vu des bas salaires offerts et de même au vu des charges de travail et de l'image du maître enseignant qui ne

cesse de se dégrader. 4) Les îlots de l'excellence académique que représentent les meilleurs établissements commencent à subir les effets destructeurs de la crise actuelle, la pandémie n'ayant pas aidé des générations d'élèves à avoir le niveau requis de plus, la crise économique ayant privé les écoles des budgets nécessaires pour fonctionner correctement. Du côté de l'enseignement universitaire, la situation approche de la catastrophe, 1) d'une part la multiplication des établissements universitaires à valeur marchande et les scandales répétés des diplômes soi-disant vendus ou traficotés laisse un voile de laisser-aller sur l'ensemble du système universitaire libanais, 2) la dollarisation de la vie économique libanaise exige de l'établissement universitaire des montants importants afin d'assurer un fonctionnement *a minima* de l'institution universitaire, surtout que presque 72 pour cent du coût des dépenses générales sont payés en devises, 3) les promesses d'aide aux bourses d'étudiants, après deux années 2020 et 2021 qui ont drainé des fonds assez importants, sont restées de bonnes intentions non tenues, les quelques fonds pour les retraites et les bourses d'étudiants étant bloqués dans les banques, 4) comme les meilleurs détenteurs du diplôme du bac nous quittent surtout pour les universités françaises qui pratiquent une politique attractive bien forte à leur égard et comme ceux qui rejoignent l'Université au Liban ont subi les désavantages des dérèglements causés par la pandémie et par la crise financière et ses effets, c'est le niveau des études universitaires qui se trouve malmené et mis en défi de former comme hier des diplômés qui font la fierté du Liban, 5) les réductions des bourses de l'ordre de 85 pour cent de leurs montants réels habituels et par conséquent la baisse des budgets affectés à la recherche scientifique, aux honoraires et aux différentes dépenses nécessaires pour la marche de l'institution comme le carburant, l'informatique, les abonnements aux documents électroniques, les bourses pour étudiants mettent

l'université sous une pression bien difficile à gérer et devant l'acuité de la crise traduite, au niveau de l'université, par le départ parfois massif des enseignants, des chercheurs et des agents spécialisés.

Devant cette situation quelles sont les solutions et quel plan de redressement devra-t-on formuler afin d'assurer la relève ? Des états généraux de consultation nationale ont été organisés au courant de mois de février pour l'éducation scolaire et pour l'enseignement universitaire afin de porter un diagnostic et présenter des solutions à moyen et long terme. Pour le niveau universitaire qui nous intéresse directement qu'en est-il sorti ? Je pourrais résumer les idées en trois temps : 1) le premier concerne la gouvernance académique et administrative de chacune des 50 universités privées reconnues par l'État libanais ; cette gouvernance devra être menée selon les règles les plus exigeantes de l'Assurance qualité internationale et locale, en commençant par la nécessité de créer pour chaque université un haut conseil ou Board of Trustees de personnalités externes à l'Université et de même une unité d'Assurance qualité interne afin de contrôler et d'évaluer la marche de l'Université. 2) Il est nécessaire de restructurer au parlement la gouvernance de la Direction officielle de l'Enseignement universitaire au ministère de l'Education en associant les universités à cela et lui donner les ressources humaines compétentes propres pour satisfaire aux besoins des universités, exprimant notre gratitude à Monsieur le ministre pour tout l'effort fait pour en terminer avec les dossiers dormants, certains depuis plusieurs années. 3) Mettre fin, d'une manière tranchée, à un rapprochement entre les universités dites nationales et historiques d'utilité publique dont l'Université Libanaise, qui ont fait et font la fierté de l'enseignement supérieur dans notre pays en diplômant des centaines de milliers d'Alumni, et les universités qualifiées de boutiques marchandes qui multiplient les mauvais exemples sans qu'il y ait de réelles

sanctions à leur égard. Si une évaluation de la qualité des universités doit être faite tel que c'est proposé récemment par le groupe d'étude et de proposition de l'Unesco qu'elle le soit à condition que ce soit fait par une agence complètement neutre et libre et que les résultats soient portés devant le public libanais, arabe et international. Dans ce sens, il est aujourd'hui bien normal, et après l'expérience malheureuse d'autorisation des programmes imposée par la loi 285/14, de libérer les universités historiques et ayant des accréditations internationales reconnues de cette contrainte et elles sont bien connues, comme c'est pour l'Université libanaise. Il suffit simplement d'en informer le Conseil de l'Enseignement supérieur et de remettre une évaluation de ces programmes de trois ou cinq ans au dit Conseil. 4) Il est urgent de porter assistance aux universités surtout celles qui ne comptent que sur leurs fonds propres et sur les bourses payées par les étudiants et il est plus qu'urgent de libérer les fonds déposés par les universités et par les parents dans les banques libanaises dans le cadre de ce qu'on appelle le dollar des étudiants afin que les universités puissent en profiter au moins partiellement afin d'aider les étudiants à continuer leurs études et l'Université à honorer ses exigences vis-à-vis de ses ressources humaines et des instances internationales. Enfin nous avons tenu les Etats généraux et le tour maintenant c'est aux Etats et organismes d'être généreux pour débloquer des fonds pour redonner à l'Université et à ses partenaires un espoir de sortie de crise et rebâtir ce qui a été endommagé et détruit !

Dans ce contexte et comme le plan de sauvetage de notre économie et de l'homme libanais tarde à venir, il nous faut regarder de près les opportunités qui peuvent s'offrir à nous dans le cadre d'une diversification de nos engagements. En parlant de reconstruction, comment ne pas faire aboutir la revendication légitime de la législation propre à la magistrature et à la justice libanaise pour les libérer définitivement de la

dictature et de la corruption de la classe politique libanaise, associée à ses partenaires dans les domaines économique financier et médiatique ! Notre Faculté de droit et des sciences politiques a multiplié les séminaires et la réflexion sur cette problématique qui est au cœur de la renaissance de l'État du Grand Liban du deuxième centenaire ! Ses conclusions, par la voix de son Doyen, sont claires et directes : l'impératif de justice pour tous, y compris à l'encontre de la classe politique, est nécessaire ; or il s'est étiolé et presque disparu comme si un pays peut exister et prospérer sans l'impératif qu'une justice soit faite à l'égard de celui qui la transgresse !¹¹ De même cette justice, même si des juges intègres et indépendants existent, est structurée par des personnes qui sont à la solde de telle ou telle partie politique, ce qui fait qu'elle n'a pas les mains libres pour s'activer et prononcer ses jugements ! Une justice sans indépendance et impartialité, sans pouvoir libre de poursuivre le meurtrier et le coupable, devient insignifiante et donne libre cours à l'impunité. Ceux qui croient dans cette indépendance et veulent combattre l'impunité ont déposé un projet de loi au parlement qui n'arrive pas à voir le jour sous le prétexte que cette loi n'a pas atteint la maturité requise. Qui n'a pas atteint la maturité, la loi ou bien la classe politique ? Or la révolution du 17 octobre est consciente qu'il est urgent aujourd'hui d'établir un Etat de droit pour lutter contre les conflits d'intérêts, la corruption et la complicité de caste nouée entre politiciens, miliciens, banquiers, médias et un certain pouvoir judiciaire. Une justice rebâtie est la pièce maîtresse de l'installation de cet État de Droit pour le bien du peuple libanais.

En parlant de la Justice, disons un mot sur l'Administration publique dont nous avons bien parlé auparavant de ce pupitre.

¹¹ Papier présenté à la rencontre avec le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Vatican, Mgr Gallagher, le 1^{er} février 2022.

Elle aussi exige de nous tout un travail de restauration au vu de l'état de déliquescence où elle est arrivée, la pandémie l'ayant menacée de mort. Je voudrais saluer dans ce contexte tout le travail de conscientisation, mené par l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance, dont le but est de contribuer à cette renaissance espérée et souhaitée de l'Administration libanaise de l'Etat. Une autre action plus directe et bien appréciable est menée par le groupe IMPACT USJ (Inter Ministerial Platform for Assessment Coordination and Tracking) en collaboration avec le Coordinateur des Nations Unies à Beyrouth, le Directeur de la Banque Mondiale, l'Ambassade du Royaume Uni, l'Inspection Centrale, et les ministres des Affaires sociales et de la Santé. L'un des objectifs d'IMAPCT appuyé par la ONG SIREN est, parmi d'autres, d'initier nos jeunes étudiants à une intégration au secteur public. Notre contribution à l'édification de cette œuvre magistrale de la reconstruction de l'Administration publique, je voudrais qu'elle soit systématique, éthiquement percevable car, dans le travail de l'Administration, il y a une part de sacerdoce qui fut bien honoré dans le temps et qu'il faudra aujourd'hui rétablir et renforcer avec des moines de l'Administration du XXI^e siècle.

Reste à dire un mot sur un monument à rebâtir, celui du système de santé libanais qui fonctionne non sans difficulté, au vu de la « dollarisation » au moins en partie des traitements médicaux et la faillite des agences publiques d'assurances, laissant en marge des centaines de milliers de personnes sans couverture sociale. C'est dans ce contexte que notre hôpital universitaire l'Hôtel-Dieu de France célèbre son premier centenaire durant une année de 13 mois qui commence le 2 mai 2022, en mémoire de la date de la pose de la première pierre par le général français Gouraud le 2 mai 1922, et se termine le 27 mai 2023, pour magnifier la date de son inauguration par le Général Weygand le 27 mai 1923. Divers événements sociaux, académiques, médicaux et

scientifiques sont déjà programmés. Nous ne doutons pas que les diverses équipes administratives, soignantes et médicales de l'HDF qui accueille quelques 20 pour cent des patients libanais et non libanais sauront comment participer à l'œuvre de reconstruction de ce domaine vital, appelé autrefois l'Hôpital du Proche-Orient. C'est pour le recteur une opportunité de formuler une pensée pieuse à l'égard des centaines de jésuites, de religieuses, d'administratifs, de médecins, d'infirmières et de soignants qui se sont dévoués au service de l'Hôpital et ont fait sa renommée ; une autre pensée d'éloges et de reconnaissance aux équipes actuelles, les héros des crises, traitant des milliers de blessés de la contestation, de l'explosion du port de Beyrouth et de la pandémie du coronavirus.

Conclusion (s) :

a. Résister, tenir tête, repenser par la réflexion individuelle et l'intelligence collective, mais aussi repanser les plaies et les blessures psychologiques et réelles régénérer et rebâtir pour habiter sa maison libanaise dans le bonheur, voici trois ou quatre termes nécessairement inséparables pour la renaissance de nos institutions et de notre Etat. Toute échéance pour renouveler la représentation concourt pour rénover notre vision de vivre-ensemble. Dans un des monuments des lettres grecques, L'Histoire de la guerre du Péloponèse, Thucydide fait dire à Périclès : « Nous sommes en effet les seuls à penser qu'un homme ne se mêlant pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile. Nous intervenons tous personnellement dans le gouvernement de la cité au moins par notre vote ou même en présentant à propos nos suggestions. ». Les paroles de Périclès demeurent les nôtres. Encore une fois, j'exhorte nos jeunes à s'impliquer dans la vie publique, non à titre de groupes identitaires ou sectaires mais à titre d'individus citoyens partageant des convictions communes

avec d'autres. N'acceptez pas qu'on pense pour vous. Rejetez toute logique totalitaire. Refusez, au nom de votre dignité, toute emprise liberticide. Mais surtout, méfiez-vous de toute idéologie qui n'a aucun fondement humaniste. Elle ouvre la porte au clientélisme et au suivisme. Elle est l'ennemie de la liberté humaine, c'est pourquoi elle est capable de pervertir n'importe quel domaine. L'USJ a pris un soin particulier, grâce à la Faculté de droit et des sciences politiques, de publier un numéro 93 spécial de la revue Travaux et Jours sur la loi électorale en question, ses faiblesses, ses défauts et ses insuffisances, pour dire que nous sommes conscients de ses limites. Mais cela ne nous empêche pas d'assumer notre droit de vote en fonction de notre conscience nationale qui veut l'existence de notre pays tel que nous l'avons voulu depuis 1920. Voter fait partie intégrante des devoirs du citoyen à tel point que certains pays, comme la Belgique et l'Australie, imposent une amende à ceux qui ne participent pas au suffrage universel. Dans ce cadre comment ne pas apprécier le rôle assumé par la Diaspora libanaise, rôle économique en venant en aide au Liban géographique, mais aussi rôle politique cherchant à hisser le Liban au rang des nations modernes et démocratiques qui assurent le bien-être de leurs peuples et protègent leur dignité de l'humiliation !

b. C'est afin de mieux consolider notre position d'Université au Liban et pour le Liban, lui donner les moyens de résister et de continuer sa mission que l'USJ s'est récemment dotée avec l'appui de la Compagnie de Jésus, d'un Haut Conseil ou bien dans le jargon américain d'un Board of Trustees avec un pouvoir délibératif, faisant partie de l'Université et de sa gouvernance, afin qu'il assume le rôle d'appui, d'accompagnement, d'audit et de décision dans certains domaines, surtout moral, administratif, financier et économique. Je peux dire que la machine est lancée, le choix des douze est fait, une première réunion a eu lieu et un président du Board ainsi qu'un bureau de président, de vice-

président et de secrétaire général sont en train d'être choisis pour que ce Haut Conseil devienne un facteur important dans la marche de l'Université.

c. Oui, notre université est animée par la Compagnie de Jésus, c'est-à-dire par la pédagogie ignacienne, inspirée par une vision chrétienne du monde et de l'homme. Mais cette vision est loin d'être traditionaliste ou simplement livresque. Elle recèle une dynamique d'évolution permanente. Sa valeur adaptative apparaît clairement aujourd'hui avec la révolution technologique que nous vivons. Les robots, les data sciences et l'Intelligence Artificielle peuvent grandement nous assister dans la vie courante mais aussi en pédagogie. L'USJ a résolument choisi la voie du progrès technologique par de nouveaux programmes basés sur le numérique en dépit de la ruine de notre pays. Toute technologie comporte des risques de dérapage. S'il y a un domaine où l'Intelligence Artificielle peut assister la personne humaine c'est certainement en médecine et dans les disciplines socio-médicales et encore dans les sciences économiques et de gestion. S'il y a un domaine où l'Intelligence Artificielle comporte des risques pour l'homme, c'est certainement dans le domaine de la surveillance policière des populations. Il appartiendra aux jeunes générations de demeurer politiquement vigilantes face à toute dérive menaçant les libertés. Toutefois nous sommes bien contents qu'une société internationale comme la CMA CGM bien présente à Beyrouth ait été choisie pour gérer le mouvement du fret au port de Beyrouth et qu'elle ait projeté de mettre en œuvre une e-governance de ce port afin de lui redonner ses heures de gloire et ainsi élaborer un modèle valable pour l'ensemble de l'administration libanaise.

Chers Amis, Mesdames, Messieurs,

Sans les villes de Beyrouth et du Caire, et leur dynamisme au XIX^e siècle, sans la naissance de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et l'American University of Beirut, la Nahda arabe n'aurait pas pu produire ses effets les plus heureux, dont le savoir pour tous, l'état moderne et la citoyenneté pour tous. Nous avons joué un rôle de premier plan dans cette Nahda qui a su produire un homme nouveau qui, à défaut de changer la société en profondeur, a su s'imposer à elle. J'en appelle à notre jeunesse d'entreprendre une nouvelle Nahda, une authentique révolution culturelle qui libérerait l'individu du grégarisme traditionnel et en ferait un sujet fier de sa citoyenneté et un bâtisseur de sa communauté nationale dans ses différentes variantes. Discours utopique oui, mais pas imaginaire ! Et qui aurait dit que la vie des nations puisse se réaliser sans des rêves. Le Liban des citoyens égaux et frères protégés par la même loi est notre projet de demain.

En conclusion, je me tourne encore une fois vers nos jeunes, ceux de l'Université mais encore ceux du pays et aussi aux adultes, je dirais : méfiez-vous du discours totalitaire. En apparence, il paraît rassurant. Quelqu'un s'occupe de satisfaire vos besoins avant même que vous ne les ayez exprimés. Fuyez le populisme. Ce n'est même pas une idéologie. C'est un piège diabolique qui vous empêche d'être vous-même. Préservons le Liban et son identité enracinée dans la terre du Liban comme le cèdre millénaire. C'est sur cette terre que les jésuites qui célèbrent le 500^e anniversaire de la blessure d'amour de Saint Ignace ont choisi de s'y installer afin de donner à cette terre des martyrs comme notre Ancien diplômé de l'Université le père Nicholas Kluiters dont la cause de sainteté vient d'être ouverte à Beyrouth et au Vatican. Chers jeunes, le pays tout entier voit en vous l'espoir du lendemain. Le pays tout entier voit en vous l'espoir du lendemain. Le Liban de demain c'est

vous. Ne le bradez pas pour le compte d'intérêts extérieurs ou par concupiscence du pouvoir. Nous vous avons transmis ce que nous avons reçu. Sachez en faire bon usage pour le bien commun de tous.

Chers Amis, la crise nous met mal à l'aise, plonge beaucoup de personnes dans la peur, étouffe nos énergies, nous fait perdre confiance surtout en nos responsables politiques incapables de trouver les bonnes solutions ou bien s'ils en trouvent c'est pour se prévaloir devant les autres. En cette année 2022, la 147^e de l'existence de l'USJ, trois années avant la 150^e, nous regardons l'USJ comme une force académique et sociale d'avenir pour contribuer à la reconstruction de notre pays et d'espérance que ce Liban est appelé plus que d'autres pays à vivre et à traduire dans les faits les valeurs de convivialité, de liberté responsable, de démocratie, de respect de l'État et de ses lois, de justice pour chacune et chacun, de la foi en Dieu et dans nos capacités créatrices. Je termine cette allocution par un double témoignage : le premier celui de Mgr Pascal Gollnisch directeur général de *l'Œuvre d'Orient* : « l'USJ est l'une des plus importantes du Liban, sinon du Moyen-Orient ; par ses étudiants et ses anciens étudiants, ses enseignants, elle est un moteur essentiel pour la vie libanaise, économique, culturelle et interreligieuse. Tout simplement, comme elle a été durement touchée par l'explosion du port de Beyrouth et par les crises successives, elle mérite d'être aidée pour qu'elle reste l'USJ »¹². Le second est celui du grand journaliste et penseur Georges Naccache qui a dit : « C'est là, à l'USJ, que furent formés les quelques centaines d'hommes - de juristes, de savants, d'ingénieurs et de médecins - qui devaient, en trois générations, refaire du Liban un État et une Nation... Chaque fois que se fonde un hôpital ou que se bâtit un

¹² Mgr Pascal Gollnisch, témoignage vidéo à l'occasion de l'inauguration des travaux de réhabilitation de la Bibliothèque orientale le 14 mars 2022.

pont, chaque fois que, par la réalisation d'une œuvre nouvelle, il y a, quelque part au Liban, un peu plus de charité, de justice et de bien-être, c'est vers cette maison que notre pensée se reporte et que va notre première gratitude, l'USJ... »¹³

¹³ Georges Naccache, *Editorial de L'Orient*. Beyrouth, 30 avril 1950